

Des centaines de personnes réunies pour sauver les services hospitaliers à North Bay

Des centaines de résidentes, de résidents et de supporters de North Bay se sont réunis à North Bay afin de protester contre les coupures massives dans les soins et les services hospitaliers aux patients à l'hôpital local. Le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, des membres du conseil exécutif du SCFP-Ontario de partout dans la province et le président du SCFP national nouvellement élu, Mark Hancock, étaient également présents.

« Les gouvernements provinciaux de partout au pays dépensent 25,3 pour cent de plus pour les hôpitaux que le gouvernement de l'Ontario, de dire M. Hancock. Les personnes qui sont le plus durement touchées sont les patients âgés et fragiles qui, beaucoup trop souvent, sont retournés à la maison trop rapidement. »

Des coupures de plusieurs millions de dollars sont à prévoir au Centre de santé régional de North Bay, coupures causées par une combinaison de compressions financières et de financement privé inutilement élevé découlant du modèle de partenariat public-privé à l'hôpital.

« Comme d'autres collectivités partout en Ontario, North Bay perd des services parce que les libéraux provinciaux insistent pour respecter un programme d'austérité qui a été rejeté partout dans le monde et parce qu'ils transfèrent des fonds à des entreprises par l'entremise de la privatisation, même après que la vérificatrice générale ait révélé que les PPP ont fait

augmenter les coûts de plus de 8 milliards de dollars », de dire Fred Hahn.

En raison des compressions budgétaires, plus de 350 postes de première ligne dans les soins et les services infirmiers ont été éliminés à North Bay touchant particulièrement les membres du SCFP à faible revenu.



« La pluie de coupures dans les soins de courte durée à North Bay, avec l'élimination de soins infirmiers et de soins directs aux patients, ainsi que de lits et de programmes en santé mentale, s'explique par la décision du gouvernement libéral de l'Ontario de couper dans les dépenses pour les hôpitaux de

25 pour cent par rapport aux autres provinces. Parmi les provinces et les territoires, le gouvernement libéral de l'Ontario finance exceptionnellement une importante coupure dans les impôts des sociétés en coupant des milliards de dollars en soins directs aux patients dans les hôpitaux. Partout en Ontario, les patients en paient le prix en recevant moins de soins », de dire Michael Hurley, président du CSHO et vice-président du SCFP-Ontario.

La Coalition ontarienne de la santé, qui a organisé le rassemblement, estime une perte de plus d'un quart de million d'heures de soins par année à North Bay si la ronde des compressions actuelle se poursuit. Des compressions tout aussi importantes affectent également les hôpitaux dans d'autres collectivités, dont Sault Ste. Marie, Sudbury, New Liskeard, Huntsville, Midland-Penetanguishene et Timmins.

INSIDE THE PULSE

Rassemblement des travailleuses et des travailleurs en éducation pour des emplois, des services et un processus de négociation équitable	page 3
Des voix fortes pour les membres du SCFP-Ontario	page 3
S'attaquer à l'écart de rémunération entre les sexes	page 4
C'est encore le Code rouge pour le SAGAS	page 5

Le Congrès apportera une plus grande diversité au sein du Conseil executive	page 5
Hydro One : le prochain scandale libéral	page 6
Lettre des Fêtes – Une année de changements	page 7
Un travailleur municipal nommé militant de l'année venir	page 8



Rassemblement des travailleuses et des travailleurs en éducation à Ottawa, dans la région de York, la région de Peel, à Sault Ste. Marie et à Windsor

Rassemblement des travailleuses et des travailleurs en éducation pour des emplois, des services et un processus de négociation équitable



La réponse à l'ultimatum de la province à la fin octobre relativement à la grève du zèle des membres du SCFP dans les écoles a été des manifestations de solidarité et une détermination dans les collectivités de partout en Ontario.

De nombreuses sections locales ont organisé des rassemblements et des piquetages d'information appuyant leurs représentantes et représentants à la table de négociation, en négociation avec l'Association des conseils scolaires (ACS) et l'État depuis l'été. Des actions locales ont fait suite à l'annonce de la première ministre Kathleen Wynne quant à la date limite du 1er novembre pour la conclusion d'ententes par tous les syndicats à la table de négociation centrale, sinon des sanctions seraient imposées par son gouvernement libéral.

Les membres du Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario (CCCSO) ont pu profiter de la soli-

darité entre les travailleuses et les travailleurs en éducation et les membres de tous les secteurs du SCFP-Ontario déterminés à protéger les soutiens et les services qu'ils offrent aux élèves des systèmes scolaires de la province.

« Notre convention collective est la meilleure façon de lutter contre les coupures dans les programmes, les services et l'aide dont les élèves de nos écoles ont besoin pour réussir », de dire Moira Bell, présidente de la section locale 4168 du SCFP, lors d'un rassemblement à London. « Nos piquetages d'information avaient pour objectif de montrer que nous étions prêts à défendre les services aux élèves et que nous n'allions pas plier devant les menaces de la province et des conseils scolaires de les compromettre. »

Tôt le 2 novembre, le CCCSO a conclu une entente de principe, mettant fin à la grève du zèle de 55 000 travailleuses et travailleurs en éducation du SCFP.

Des voix fortes pour les membres du SCFP-Ontario

Au Congrès national du SCFP et au Congrès de la Fédération du travail de l'Ontario qui ont eu lieu à l'automne, des personnes fortes ont été élues pour représenter les membres du SCFP-Ontario.

Les personnes suivantes ont été élues au Conseil exécutif du SCFP national : Fred Hahn, à titre de vice-président général, et Candace Rennick, Michael Hurley et Henri Giroux, à titre de vice-présidents régionaux.

Le SCFP-Ontario sera bien représenté au conseil de la Fédération du travail de l'Ontario, avec Fred Hahn, président du SCFP-Ontario, Candace Rennick, secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Joanne Webb, vice-présidente de la diversité (travailleuses et travailleurs autochtones), ainsi que Donna Wiebe et Janice Folk-Dawson, représentantes des conseils du travail.

S'attaquer à l'écart de rémunération entre les sexes

Les travailleuses et les travailleurs des services sociaux du SCFP-Ontario font entendre leurs voix dans le cadre des consultations gouvernementales sur l'écart de rémunération entre les sexes.

Malgré les récentes victoires en matière d'équité salariale au cours des dernières décennies, il continue d'y avoir un écart d'environ 30 pour cent entre les salaires des hommes et des femmes. Ceci est partiellement dû au fait que les emplois qui nécessitent que l'on prenne soin des gens, comme ceux des travailleuses et des travailleurs en garderie et des préposés aux services de soutien à la personne, sont principalement occupés par des femmes.

Dans le cadre de réunions qui se déroulent partout dans la province, des membres discutent de la façon dont les mesures de récupération menacent les bons emplois et les services publics de qualité. Ils soulèvent également la question de la « pénalité que l'on subit lorsqu'on prend soin des autres » – les salaires les plus bas généralement versés aux personnes occupant des emplois où elles doivent prendre soin des autres, comparativement à celles qui occupent des emplois similaires qui ne nécessitent pas que l'on prenne soin des autres.

À Ottawa, le 12 novembre, les membres de la section locale 2204 du SCFP ont décrit comment les subventions salariales allouées dans les années 1980 et 1990 sont récupérées et redistribuées par les villes à d'autres travailleuses et travailleurs à faible revenu. Cela fait en sorte que les travailleuses et les travailleurs en garderie risquent de subir des baisses de salaire et que leurs lieux de travail sont menacés de fermeture. Les membres demandent à la province de créer un fonds spécial pour réduire l'écart de rémunération entre les sexes et de voir à ce que les travailleuses et les travailleurs en garderie ne perdent pas l'équité salariale qu'ils ont acquis.

Les travailleuses et les travailleurs des services de développement participent également aux consultations, parlant des conséquences sur l'écart de rémunération entre les sexes du manque de financement chronique dans les services publics.

Comme les travailleuses et les travailleurs en garderie, ils demandent un financement gouvernemental consacré à l'équité salariale pour tout le secteur parapublic. Ils demandent également plus d'initiatives, comme le montant de 180 millions de dollars en subventions pour les améliorations salariales que le gouvernement de l'Ontario a octroyé

récemment afin de stabiliser le secteur en améliorant les salaires des travailleuses et des travailleurs des services de développement.

Les consultations ont débuté en octobre et se poursuivront jusqu'en février 2016. (Pour les détails, visitez <http://www.labour.gov.on.ca/french/about/gwg/consultation.php>.)

La « Boulangerie-pâtisserie sur l'écart de rémunération entre les sexes », un stand itinérant qui a été présent lors de conférences, d'événements communautaires et dans le cadre d'une consultation publique sur l'écart de rémunération entre les sexes, aide ces efforts.

Les biscuits et les douceurs offertes au stand coûtent un tiers plus cher aux hommes afin de refléter l'écart de 31,5 pour cent qui demeure entre les salaires des hommes et des femmes.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires ou pour réserver la boulangerie-pâtisserie itinérante pour votre événement, veuillez communiquer avec Carrie Lynn Poole Cotnam, présidente du Comité de coordination des travailleuses et travailleurs des services sociaux, à clpoolecotnam@gmail.com.



C'est encore le Code rouge pour le SAGAS



One year later, it's still
CODE RED for SAMS

Les membres du SCFP de partout en Ontario ont lancé la deuxième étape de leur campagne pour demander des comptes au gouvernement Wynne sur le SAGAS, le système informatique du programme Ontario au travail qui continue de rendre la vie misérable aux prestataires de l'aide sociale et aux travailleuses et travailleurs qui s'en occupent.

Au cours des 12 derniers mois, les travailleuses et les travailleurs de première ligne se sont surpassés pour essayer d'améliorer le SAGAS, répondant à des sondages, fournissant des commentaires et des rétroactions et participant au groupe de travail créé par le ministère des Services sociaux et communautaires. Malgré leurs efforts collectifs, il y a eu peu de progrès de la part du gouvernement libéral.

Le 12 novembre, les membres du SCFP et du SEFPO se

sont unis pour déclarer le Code rouge, portant du rouge au travail et se servant des médias sociaux (#SAMS) pour promouvoir une journée d'action et de protestation. (Code rouge est le terme interne qui signale la fonctionnalité quotidienne du SAGAS – ou son manque de fonctionnalité. On continue de déclarer régulièrement le Code rouge au programme Ontario au travail, un an après sa mise en œuvre.)

À partir de maintenant, et ce jusqu'à la fin de 2015, les membres du SCFP-Ontario cibleront également la ministre des Services sociaux et communautaires par l'entremise d'une campagne de cartes postales intitulée « C'est encore le code rouge pour le SAGAS ». Pour obtenir de l'information ou pour commander des cartes postales pour votre section locale, envoyez un courriel à SAMS@cupe.on.ca ou visitez cupe.on.ca/sams

Le Congrès apportera une plus grande diversité au sein du Conseil exécutif

Au printemps, les membres de partout dans la province éliront des représentantes et des représentants au sein du Conseil exécutif du SCFP-Ontario nouvellement restructuré.

Après un examen officiel d'une année complète, les personnes déléguées au Congrès de 2015 ont voté en faveur d'un changement historique afin d'élargir la représentation et la diversité au sein du Conseil exécutif. La nouvelle structure passe de trois vice-présidences

de la diversité à six représentantes et représentants de l'égalité et une représentante ou un représentant du nord de l'Ontario.

Les représentantes et représentants de l'égalité seront élus au sein de leur caucus respectif au Congrès. Ces personnes seront les présidences des comités de l'égalité, qui sont élues dans le cadre de la Conférence sur les droits de la personne, en janvier (à l'exception de la présidente du Comité des femmes,

qui est élue dans le cadre de la Conférence biennale des femmes).

La présidente ou le président, la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier, quatre vice-présidences, six membres de la base et les présidences des secteurs continueront d'être élus comme avant la restructuration.

Le Congrès du SCFP-Ontario débutera le 25 mai, à l'Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto.

Hydro : le prochain scandale libéral



Le Bureau de la responsabilité financière (BRF) de la province a publié son premier rapport à la fin octobre. Le Bureau a examiné le projet de privatisation d'Hydro One et a précisé que le plan du gouvernement libéral de liquider 60 pour cent de notre réseau d'électricité est une mauvaise idée.

Le BRF a particulièrement souligné qu'il se pourrait que la vente d'actifs donne à la province une croissance fiscale à court terme mais que, en quelques années, la perte de revenus augmenterait et laisserait le gouvernement dans une situation pire qu'il aurait été s'il avait gardé Hydro One publique.

« La vente d'Hydro One n'a jamais été sensée d'un point de vue financier, particulièrement pour les Ontariennes et les Ontariens qui paieront plus cher pour un service d'électricité privatisé », d'écrire le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, dans un éditorial paru dans le Ottawa Sun et cinq autres quotidiens.

L'Ontario a un passé effroyable en

ce qui a trait à la privatisation et aux PPP, a dit Fred Hahn, mentionnant des similitudes entre la liquidation d'Hydro One et la vente de l'Auto-route 407. Cette autoroute, qui est maintenant la route payante la plus coûteuse au monde, a été vendue pour 3,1 milliards de dollars, mais elle rapporte à ses propriétaires outre-mer près de un milliard de dollars en revenus annuels.

Ignorant ces solides mises en garde et l'opposition de plus de 80 pour cent de la population ontarienne, et malgré des motions adoptées par près de 190 municipalités contre la vente, en novembre, Kathleen Wynne est allée de l'avant et a vendu 15 pour cent des actifs de la société.

Cette bataille n'est pas terminée.

Le SCFP-Ontario, les partenaires de la coalition « Gardons les services d'électricité publics » et le NPD continuent d'organiser une vaste opposition contre la vente, vente qui entrainera des hausses de tarifs et éliminera le contrôle et la responsabilité publics.

Ensemble, avec nos partenaires, nous planifions des réunions et des rassemblements communautaires devant les bureaux des députés provinciaux libéraux. La coalition « Gardons les services d'électricité publics » et l'Union nationale des fermiers (Ontario) ont conjointement déposé une plainte devant la Commission de l'énergie de l'Ontario demandant à la Commission de mener une enquête officielle sur la vente et sur ses conséquences pour les tarifs, la fiabilité, la qualité du service et l'intérêt général du grand public.

« Nous devons toutes et tous parler haut et fort contre la privatisation d'Hydro One et arrêter Kathleen Wynne avant qu'elle fasse d'Hydro One le prochain scandale de l'Auto-route 407 ou des centrales au gaz », de dire Fred Hahn.

Visitez www.KeepHydroPublic.ca ou appelez Preethy Sivakumar, au bureau du SCFP-Ontario, pour savoir comment vous pouvez aider à empêcher la liquidation

Lettre des Fêtes – Une année de changements

La dernière année a été une année d'immenses défis partout dans la province, mais nous avons relevé ces défis ensemble, en ressortant plus forts et plus solidaires que jamais.

Il est clair que les élections fédérales ont été le plus grand changement de la dernière année. Nous pouvons nous réjouir d'avoir aidé à mettre fin à l'ère des conservateurs de Stephen Harper – un gouvernement déterminé à faire la guerre aux travailleuses et aux travailleurs et à créer un Canada dont ne voulaient pas les Canadiennes et les Canadiens. Nous devons maintenant demander des comptes aux libéraux et voir à ce qu'ils respectent leurs promesses. Le niveau d'engagement et de participation des membres du SCFP-Ontario tout au long de la campagne électorale a été véritablement inspirant.

Les positions courageuses de nos membres contre la privatisation, la sous-traitance et les salaires de pauvreté ont été tout aussi inspirantes. Il est impossible de dresser la liste de toutes nos réussites en 2015, mais en voici quelques exemples :

- les membres à l'Université de Toronto et à l'Université York ont organisé des campagnes inspirantes qui ont obtenu le soutien des étudiantes, des étudiants et du corps professoral, pas seulement de partout dans la province, mais de partout dans le monde;
- les travailleuses et les travailleurs en éducation ont pris part au mouvement de grève légal le plus important de l'histoire du SCFP et repoussé des demandes de concessions dans ce qui s'est avéré une ronde de négociation difficile;
- en collaboration avec la collectivité, nous avons sauvé le programme de garderies et le programme Ontario au travail dans la région de Waterloo;
- lorsque la Ville de Windsor a décidé de donner le travail de nettoyeurs en sous-traitance, nos membres se sont mobilisés, ont obtenu du soutien dans la collectivité et renversé la tendance au conseil municipal;

nous avons organisé une campagne provinciale qui a suscité le soutien de la population pour la conservation des services d'électricité publics. Le SCFP-Ontario a



joué un rôle clé dans l'obtention d'une opposition de près de 85 pour cent de la population contre la vente et l'adoption de résolutions demandant aux libéraux de mettre fin à leur plan de privatisation par 190 conseils municipaux.

Bien qu'il y ait de nombreuses raisons de célébrer, il reste encore beaucoup de travail à faire. À l'échelle provinciale, les libéraux viennent tout juste d'annoncer leur intention de renforcer leur engagement à l'égard de l'austérité, cherchant à restreindre les salaires et les budgets encore plus au cours de la prochaine année. Et nous devons faire preuve d'encore plus de vigilance à l'égard du gouvernement fédéral; malgré quelques promesses très progressistes, les libéraux de Justin Trudeau semblent vouloir suivre l'exemple de Kathleen Wynne quant à la privatisation.

Alors que nous continuons de lutter contre la privatisation et la sous-traitance, nous mettrons à profit la force et la solidarité sous-jacentes à toutes nos victoires historiques.

Nous vous encourageons à prendre quelques minutes au cours de la période des Fêtes pour réfléchir à vos propres réussites cette année, et nous vous encourageons à partager ces histoires avec nous afin qu'elles puissent nous encourager toutes et tous au cours de la prochaine année.

Nous vous prions d'accepter nos sentiments de solidarité.

Fred Hahn

Candace Rennick

Un travailleur municipal nommé militant de l'année

Le 23 octobre, Adam Coones, un membre de la section locale 1883 du SFCP, a été nommé militant syndical de l'année par le Conseil du travail de la région de Peterborough lors de la cérémonie de remise des prix d'appréciation syndicale du Conseil.

Le confrère Coones travaille à la Bibliothèque publique de Peterborough et est le président de la section locale 1883 depuis 2005, la même année où il est devenu travailleur à temps plein et où il a remporté un grief relativement à l'ancienneté, grief qu'il avait déposé en tant que travailleur à temps partiel. Ce grief permet maintenant aux travailleuses et aux travailleurs à temps partiel de conserver leur ancienneté lorsqu'ils commencent à travailler à temps plein.

Il est devenu président du Conseil du travail, présentant un programme d'action de solidarité accrue entre les syndicats dans la collectivité et travaillant à faire participer les syndicats à l'élection d'un gouvernement municipal plus progressiste. Il est connu comme étant un fervent observateur du conseil et il questionne régulièrement celui-ci sur des questions



syndicales et sociales. À l'automne, il a pris congé du travail pour travailler à temps plein sur les élections fédérales, travaillant sur la campagne du candidat néodémocrate Dave Nickle.

Événements à venir

Conférence des secrétaires-trésoriers et des secrétaires-trésoriers de 2016

Du 20 au 23 janvier – Hôtel Sheraton Parkway North, Richmond Hill

Conférences de 2016 sur la justice raciale et sur les droits de la personne

Du 25 au 28 janvier – Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto

Conférence du CCCSO

Du 9 au 13 février – Hôtel Sheraton Parkway North

Conférence du CCTTUO

Du 17 au 21 février – Hôtel Holiday Inn de Toronto Yorkdale

Séance de formation du printemps

Du 23 au 28 février – Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto

Congrès du SFCP-Ontario de 2016

Du 25 au 28 mai – Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto

Conférence du CCEEMO

Du 30 mars au 2 avril – Hôtel Crowne Plaza de Niagara Falls

Conférence du CCTTSS (services sociaux)

Du 7 au 10 avril – Hôtel Hilton de London



facebook.com/CUPEOntario

Join us online!



twitter.com/CUPEOntario



youtube.com/CUPEOntario